

CRITIQUE SOCIALE ET PENSÉE JURIDIQUE

N° 4



Oleg Bernaz

IDENTITÉ NATIONALE ET POLITIQUE DE LA LANGUE

UNE ANALYSE FOUCALDIENNE DU CAS MOLDAVE



P.I.E. PETER LANG

Préface

Y a-t-il une « épistémè géolinguistique » ?

Marc MAESSCHALCK

L'ouvrage d'Oleg Bernaz n'a d'autre ambition que celle de nous introduire à une nouvelle *épistémè* politique en se basant sur l'analyse d'un cas particulier, celui de la Moldavie d'après 1924, lorsque le pays entre dans la sphère d'influence du socialisme soviétique. Bernaz revient sur cette période particulièrement sensible, époque où commencent selon la loi des langues votée le 31 août 1989 par le nouveau Parlement de la Moldavie, « les falsifications de la langue moldave subies pendant toute l'époque soviétique ». C'est à partir de ce contexte que Bernaz va tenter de reconstruire le schéma de biopouvoir linguistique qui oriente l'action des linguistes selon la méthode esquissée par Foucault dans *Les mots et les choses* lorsqu'il soulignait combien « tout au long du XIX^e siècle la philologie a eu de profondes résonances politiques ». Le résultat de son travail consiste à mettre en évidence la cassure qu'opèrent du point de vue de l'épistémè politique, les linguistes du cercle de Prague par rapport à l'approche jusqu'alors dominante. C'est dans ce contexte qu'une nouvelle fonction de la politique des langues se met en place et influencera le sens contemporain d'un pouvoir sur et par les langues.

Malgré les travaux importants réalisés en linguistique par Patrick Sériot et en épistémologie par Jean-Jacques Lecercle, nous connaissons encore mal en philosophie politique les orientations fondamentales et les enjeux théoriques des politiques de la langue menées par la jeune Union soviétique à la fin des années 1920 et durant les années 1930. Pourtant, ces politiques que nous nommerons « géo-linguistiques » se fondent sur un projet théorique fort appuyé sur les travaux de géographie linguistique du cercle de Prague, particulièrement en la personne de Pyotr Savitsky, mais aussi de Roman Jakobson, dont plusieurs des travaux fondateurs de l'époque n'ont toujours pas été traduits et ne sont donc pas accessibles pour un débat plus large dans le champ de la recherche.

Entre 1928 et 1934, nous observons d'abord une oscillation du pouvoir soviétique entre l'imposition d'un alphabet cyrillique et le maintien de l'alphabet latin pour écrire le moldave. Mais parallèlement à ce souci alphabétique, se dessine une politique complexe de la langue qui se

marque dans les travaux des linguistes moldaves proches du pouvoir à l'époque. Pour Moscou, il s'agissait dans les années 1920, de « promouvoir la conscience nationale des ethnies minoritaires non-russes » pour éviter de devoir gérer des divisions de classe, pour élargir la sphère d'influence de l'Union vers des minorités frustrées occupant des territoires voisins (en Ukraine et en Roumanie), enfin pour favoriser l'émergence d'un désir modernisateur soutenu par une élite nationale.

De fait, dès 1918, Lénine avait affirmé que l'ambition de l'internationalisme prolétarien était d'unifier des territoires dotés de culture, d'identités et d'histoires politiques, économiques et sociales disparates, de manière à ouvrir la voie à une nouvelle forme de raison politique planificatrice. Il s'agissait de recourir aux différentes branches des connaissances et des techniques pour fonder un mode de conduite des masses capable de les mener à leur autonomie comme Sujets historiques. Dans ce sens, Lénine est certainement l'un des premiers concepteurs d'une politique matérialiste si l'on entend d'abord par là une sortie de l'ordre moderne de la représentation en référence à une autorité souveraine pour appliquer l'ordre de l'action à des techniques d'administration des corps visant le contrôle du « faire-vivre »

Pour Lénine, la réussite d'un tel processus dépend de sa naturalité, c'est-à-dire des caractéristiques observables des gens, des contrées et des économies (Lev Berg, Sergheievskij) recueillies par des études de terrain et rassemblées en systèmes de systèmes dont les niveaux sont hétérogènes et clos. Pour réussir, les pratiques concrètes de contrôle et d'organisation doivent utiliser les possibilités d'alliance de niveaux entre ensembles disparates et privilégier ces alliances, voire les favoriser à la manière de grammaires d'exécution. Les travaux du linguiste Polivanov, d'abord en poste en Ouzbékistan, puis à Moscou sont particulièrement caractéristiques de ces préoccupations de « convergences phonétiques » et d'union des langues dont les différents outils sont l'orthographe, la grammaire, la transcription alphabétique, les processus d'alphabétisation des populations et l'éducation scolaire au conventions linguistiques. Parmi ces formes particulièrement performantes de politiques des langues, le moyen choisi pour réaliser ces objectifs en Moldavie fut de construire la grammaire de la langue moldave, notamment à travers les travaux fondateurs de Leonid A. Madan (1929), Georgé Buchiuschkanu (1925) et de Ion Kuschnaunsé (1939).

Dans ce contexte, l'exercice du biopouvoir va donc être fondamentalement dépendant du processus discursif par lequel la grammaire de la langue sera désormais produite. Cette politique ne peut aboutir que moyennant une transformation théorique de la construction grammaticale. C'est sur ce point qu'interviennent plus spécifiquement

les choix épistémologiques du cercle de Prague. Jusque- là, la méthode utilisée, notamment de manière emblématique alors par le linguiste Madan, consiste à s’immiscer, par des études de terrain, dans le désir collectif des populations. Comme dans l’*épistémè* moderne de la langue chez Foucault, celle-ci est conçue comme l’expression du désir des subjectivités. Les travaux du cercle de Prague font voler en éclat cette *épistémè* concevant la grammaire comme un processus discursif tendant à ramener le langage dans l’intériorité du désir incertain du sujet. L’article de Jakobson intitulé « Pour une caractéristique de l’union eurasiennne des langues » (*K kharakteristike evraaziiskovo iazykovovo soiuza*), ainsi que ceux de Savitsky ou de Mikhaïl Sergejevski (« Les problèmes de la géographie linguistique du point de vue du géographe » du premier ou les « études moldaves » du deuxième) défendent l’idée qu’il faut abandonner « La conception d’un système phonologique comme un agglomérat fortuit d’éléments ». L’enjeu pour ces linguistes est de recourir à la phonologie comparée pour identifier matériellement des « lieux de développement » des langues car la phonologie permet de mettre en évidence des « marqueurs phoniques » indicatifs de tendances uniques propres à des territoires en fonction de caractéristiques géoclimatiques, économiques et culturelles. Selon Jakobson, la tâche d’un savoir de la langue est précisément de décrire la mise en chaîne (*metodom uviazki*) de différents liens entre des niveaux phonologiques d’une langue en fonction de lois qui gouvernent la manifestation de ces liens.

Désormais, c’est le rapport aux particularités des aires géographiques qui va servir de loi pour construire une « typologie des réseaux linguistiques formés par les caractères phonologiques ». Le dialecte rassemble ainsi un ensemble de caractères linguistiques en fonction de son inscription dans une aire géographique particulière. C’est sur cette base matérielle que l’on peut analyser des corrélations phonologiques entre différents parlars et identifier des proximités structurales sur la base d’effets mesurables sur le plan de la quantité de sons réunis, des dynamiques d’accentuation, ou encore des inflexions mélodiques.

Par rapport aux éléments de politiques de la langue repérés par Foucault dans *Les mots et les choses*, on observe des changements majeurs. L’âge de la Renaissance construit un ordre fondé sur la ressemblance grâce à la convenance, l’émulation, l’analogie et la sympathie. Cette structure se retrouve dans l’étude de la langue comme vérité d’adéquation aux choses du monde autant par la forme et le contenu que par la référence. L’âge classique substitue à l’interprétation des ressemblances l’analyse et la mesure qui ramène, à la manière d’une mathesis universelle, à l’unité commune « par l’ordre, l’identité et la série des différences ». Et pour l’analyse de la langue, cette unité réside dans le signe qui est lui-même l’unité comme représentation de la chose pensante et de la chose pensée.

Avec l'*épistémè* de l'âge moderne, c'est la discontinuité qui s'introduit dans les formes du vivant, une certaine guerre des pulsions où force vitale et menace de mort s'opposent dans une vaste dérive temporelle où des crises et des régressions deviennent les figures précaires d'une ontologie sauvage. En philologie, le mot opère alors une sorte de « saut en arrière hors les fonctions représentatives », pour s'installer dans la précarité de la sonorité. La langue vivante est à la fois un magma de combinaisons aléatoires et un système organique de croissance permettant d'assimiler les liens aléatoires grâce à des flexions internes (supportées par les radicaux).

À l'âge moderne, c'est donc à l'intérieur de la langue qu'il faut chercher les éléments qui permettent de comprendre les articulations et les variations de sonorité des radicaux, c'est-à-dire la dérive vivante d'une matrice linguistique. Au langage qui représente la pensée s'est substitué un langage qui exprime le désir des subjectivités agissantes. C'est l'expression mélodique du désir précaire d'un sujet collectif. Mais quelque chose de radicalement nouveau apparaît avec les travaux du cercle de Prague. Suivant l'*épistémè* mobilisée pour élaborer la politique des langues en Moldavie, « les langues ne sont plus rapportées au vouloir du peuple, mais à leurs proximités structurales ». Cette proximité est conçue à partir d'un savoir matérialiste de type géolinguistique qui les inscrit dans un lien fort susceptible de tenir ensemble des pays où l'on parle pourtant des langues hétérogènes.

Oleg Bernaz pense ainsi avoir atteint le cœur d'une nouvelle *épistémè*. Cette dernière substitue à la précarité des ordres civilisationnels liés au vouloir collectif des sujets, un processus d'assemblage d'entités disparates structurées à partir de l'adaptation à leur milieu de vie. En observant le milieu de développement d'une population locale, un territoire ou un bassin de vie, il est possible de dégager des particularités d'adaptation déterminant des règles d'organisation, des articulations dialectales particulières. Pour créer une force de développement, il faut produire de l'union, des alliances sur la base d'une bonne connaissance de ces particularités territoriales, privilégier des *unités structurales* (entre grandes villes, entre zones rurales ou industrielles, entre pôles universitaires ou technologiques, etc.). Suivant cette *épistémè* à la source du bio-pouvoir contemporain, les convergences structurales déterminent les comportements des populations et constituent des matrices de significations qui permettent l'intercompréhension nécessaire aux rapprochements.

À la fin des années 1920, cette politique des langues s'inscrit dans un processus dialectique suivant lequel l'autonomie politique est un pas nécessaire vers l'émancipation des classes laborieuses. Elle est conçue comme l'instrument de l'affirmation d'une nouvelle puissance hégémonique dans l'ordre historique. Mais il y a un aspect paradoxal dans cette vision dialectique de l'hégémonie car elle passe par un stade

d'affirmation de soi et d'autonomisation des identités nationales contre les anciennes autorités et leurs solidarités transnationales. Le résultat immédiat fut qu'une certaine politique égalitaire de Lénine devint le fondement de la Politique linguistique soviétique des premières années soviétiques (1917-1930). Cette politique ne cherchait pas « d'abord à instrumentaliser les langues à des fins de propagande », mais se donnait comme principe « que toutes les langues doivent être égales, que le statut de la langue officielle ne peut être attribué à aucune langue, que toutes les nations ont des droits égaux et peuvent disposer d'elles-mêmes, que l'éducation en langue maternelle doit être garantie à tous les citoyens soviétiques et que tous ont le droit d'exiger réparation de n'importe quelle transgression de cette égalité des droits » . Si les empires coloniaux ont tous décidé de politiques de la langue et opté pour une éducation coloniale basée sur des processus d'identification à la langue dominante, la jeune Union Soviétique, préoccupée par une hypothétique union internationale des prolétaires, a tenté de définir avec Lénine comme théoricien politique, sa propre approche de la question. De fait, les révolutionnaires marxistes étaient persuadés que l'avenir des nouvelles républiques passerait certes par le stade d'une identité nationale plus forte, mais en vue de dépasser cette dernière en produisant les contradictions nécessaires entre forces productives et atteindre ainsi le stade supérieur de la lutte des classes, le socialisme d'État.

Cette vision des choses a incité les révolutionnaires à lutter pour l'émancipation des langues locales et pour leur participation à la structuration de l'ordre social. Il en est allé ainsi du Turkménistan et du Kazakhstan par exemple. Le même engouement a encouragé les recherches sur le Moldave dans les années 1920. C'est dans un tel contexte que Jakobson a consacré ses premières recherches à ce sujet. L'enjeu de ces politiques de la langue était de taille car il fallait à la fois favoriser la modernisation de sociétés encore ancrées dans le féodalisme et s'assurer en même temps de leur fidélité au projet politique d'union révolutionnaire autour de la Russie. Les langues ont ainsi participé au façonnage d'un processus d'union basé sur la recherche de solidarités structurales entre des zones géographiques souvent lointaines. Il s'agissait de rassembler ceux qui se sentent du Nord, de la campagne, d'une zone minière, ou maritime en reliant des caractéristiques climatiques, économiques et culturelles avec des particularités linguistiques, phonologiques ou syntaxiques. La langue locale apparaissait ainsi pour la première fois comme un principe d'internationalisation possible, de dépassement des particularités, permettant d'apprendre à créer de nouvelles zones de développement en fonction de simples proximités structurales. La politique de la langue devenait un outil pour tirer parti de l'archipel constitué par les rhizomes linguistiques.

Ce qu'il faut donc mieux comprendre d'un point de vue épistémologique, c'est qu'au XX^e siècle, le schéma moderne de la langue comme ferment d'unité nationale par l'identification des sujets à un « parler commun » (ces variations linguistiques dont on pense qu'elles nous définissent...), – ce schéma moderne est remplacé par une dynamique totalement différente. La langue n'est plus un enjeu d'unité intérieure, elle est un enjeu d'union extérieure : formuler une grammaire, contrôler une forme d'orthographe et de transcription de l'oralité, distinguer et classer des pratiques phonologiques, c'est non seulement constituer une zone de développement des masses tournée vers l'extérieur, mais c'est aussi modifier les capacités de prise de conscience de ces masses.

Le choix d'une politique incertaine d'égalité devant le langage visait ainsi à ouvrir les multitudes à d'autres horizons d'expérience que celui imposé par les contraintes matérielles. Le contrôle sur la langue devenait le contrôle du passage vers l'autre ! L'interaction par proximité structurale peut ainsi s'étendre aux conduites et aux comportements collectifs : liens de marché, structures des appareils productifs, liens familiaux et religieux. Elle ouvre la possibilité d'agir sur les échanges entre des acteurs disparates, à la manière d'une phonologie comparée tentant d'associer des manières de quantifier, d'accentuer et d'infléchir dans les procédures d'administration et de contrôle. Si la politique de la langue contient un tel potentiel de développement pour les peuples y compris dans l'histoire revue du point de vue de la lutte des classes, c'est parce le défi de la co-construction linguistique les inscrit dans des processus collectifs d'apprentissage et les met en mesure d'assurer leur propre capacité de production des concepts. Loin d'être arrachés à eux-mêmes par une raison souveraine et extérieure, ils sont au contraire renvoyés à leur pouvoir d'interaction sur la base cette fois d'une orientation consciente.

Pour créer des unions, il faut pouvoir collectivement désigner une force de développement, nommer des convergences structurales susceptibles de déterminer les comportements et de constituer les matrices de significations qui permettent l'intercompréhension nécessaire aux rapprochements. Tout se joue dans une normativité d'un nouveau type (lié à l'*épistémè* de l'union) et qui fonde le contrôle du passage à l'autre. Il ne s'agit plus du pouvoir comme « action sur l'action des autres », mais du pouvoir comme marqueur de l'identique et du non-identique. Si le rapport entre langage et lutte des classes a un sens c'est donc parce qu'il renvoie à la transformation structurale des capacités d'union avec d'autres révolutions prolétariennes. Ce qui est en jeu c'est le contrôle du passage à l'autre grâce à la thématization du pouvoir d'union.

L'objet central de cette *épistémè* est ainsi le besoin d'altérité des populations comme indicateur d'opportunité pour rendre des unions planifiables, pour faire proliférer des politiques d'alliance. La politique

de la langue libère une puissance itérative des multitudes qui permet de dépasser les structures figées des significations autoritaires au profit d'une saisie collective des intérêts d'un contexte d'échange.

Toutefois, cette normativité d'un genre nouveau pose la question de l'ambivalence de cette puissance itérative et celle de sa limitation. Récupérée et insciemment mise en œuvre à travers l'impérialisme colonial du XX^e siècle et l'unionisme économique de la guerre des blocs, cette normativité nouvelle des proximités structurales est devenue la clé de codification d'un ordre nouveau. Mais en s'ignorant comme processus de détachement de soi de la puissance des multitudes, elle continue de supposer l'attachement primaire à des pratiques identitaires qui conditionnent le désir de l'autre et le passage vers lui. Malgré le travail de rapprochement par proximité structurale, les politiques de la langue ne sont pas parvenues à se confronter aux fantasmes identitaires qu'elles tentaient de surcoder symboliquement en les inscrivant dans des ordres productifs. Quand ces stratégies d'union s'épuisent ou échouent, la seule question politique qui demeure irrésolue est celle de la puissance qu'elles tentaient de mobiliser pour inciter au passage vers l'autre.

Introduction

« L'imagination consiste à expulser de la réalité plusieurs personnes incomplètes pour, mettant à contribution les puissances magiques et subversives du désir, obtenir leur retour sous la forme d'une présence entièrement satisfaisante. C'est alors l'inextinguible réel incréé »¹.

Le pari de cet ouvrage est de mener de front deux entreprises conjointes. L'une concerne l'analyse critique du pouvoir sur la langue dans le contexte de la Moldavie Soviétique de la fin des années 1920. L'autre concerne l'interprétation et la réappropriation de l'archéologie foucauldienne du pouvoir à partir du savoir linguistique. Énoncée de cette manière, la conjoncture de deux entreprises peut paraître évidente, comme s'il s'agissait en quelque sorte d'appliquer l'une à l'autre ou d'utiliser l'une au profit de l'autre. Mais dans la mise en œuvre de la recherche, c'est une autre affaire. D'une part, il faut constater le recueil d'archives nécessaires à l'intelligence des politiques de la langue dans cette période historique. D'autre part, il faut relire Foucault pour s'aventurer dans la constitution éventuelle d'une *épistémè* que son modèle n'a pas envisagée comme telle et qui reconduit élargir le processus des *épistémès* déjà identifiées. Mais il est encore plus important, selon notre approche, de mener ces deux tâches de front de manière à saisir l'émergence de la nouvelle *épistémè* à partir du travail réalisé sur le savoir de la langue et donc à la manière dont les *épistémès* se forment chez Foucault lui-même dans *Les mots et les choses*. Or ce pari n'est pas aussi simple qu'il y paraît car cette tâche de saisir l'émergence d'une *épistémè* nouvelle prépare sa réinterprétation du point de l'analytique du pouvoir qui se déploie à partir du cours au Collège de France, *Sécurité, territoire, population*. Nous tentons donc une boucle réflexive dans l'usage des *épistémès* que nous proposons chez Foucault et cette boucle doit nous permettre de fixer dans les pratiques sociales de la jeune Union Soviétique une structure d'action qui oriente sa politique des langues. Le double défi doit demeurer à l'arrière-plan d'une lecture bienveillante de notre essai.

*

¹ René Char, *Fureur et mystère*, Gallimard, coll. « Poésie », Paris, 1962, p. 65.

La langue dominante est la langue de la nation dominante. Tel est le constat résumant cent cinquante ans d'histoire de la Moldavie. Sous la domination de l'Empire Tsariste, le russe était la langue officielle en Moldavie². La chute de l'Empire ne changea guère cette situation même si la conjoncture sociale d'après la Première Guerre mondiale fut radicalement différente. Durant toute l'époque soviétique, à l'exception de quelques années précédant le commencement de la Seconde Guerre mondiale, le moldave était écrit en alphabet cyrillique. Cette enveloppe slave qui entourait l'identité du dialecte moldave est décrite, notamment dans les recherches en linguistique et en histoire, à la lumière de plusieurs termes différents, mais qui possèdent tous une logique commune. Ces termes sont « colonisation »³ du dialecte de la langue moldave, « russification »⁴ du moldave, « déformation »⁵ du parler moldave. Assujettie dans cet univers qui lui est étranger, la nation moldave chercha son « identité authentique » dans un passé originaire qui se situe avant la domination⁶. La quête de l'identité de la nation moldave est un motif récurrent dans les recherches des intellectuels sur l'histoire de la Moldavie. Il a pu être affirmé, selon cette perspective, que les origines latines du moldave se sont effacées dans un monde qui lui est étranger : l'empire slave de la langue russe. C'est ainsi que l'identité même du peuple moldave était perçue comme dominée par un autre peuple « menaçant » : les Russes.

Selon quel prisme réflexif est-il possible d'analyser l'émancipation du peuple dans son rapport d'assujettissement à la langue d'une nation dominante ? Cette question est le fil directeur de notre ouvrage. Nous avons divisé l'ensemble de nos argumentations en deux parties. Dans la première, nous analysons le concept d'émancipation à la lumière d'une démarche épistémologique permettant un certain mode d'accès au rapport que l'on peut établir entre la langue et la nation ; dans la seconde, c'est au niveau de la généalogie du nationalisme que nous posons la question de l'émancipation.

² Juliette Cadiot, *Le laboratoire impérial. Russie-URSS 1860-1940*, CNRS Éditions, Paris, 2007, p. 16.

³ Eugeniu Coșeriu, « “Limba moldovenească”: o fantomă lingvistică » (fr. « “La langue moldave”: une fantôme linguistique »), disponible en format électronique sur : <<http://grasul.md/limba-moldoveneasca-o-fantoma-lingvistica-de-eugeniu-coseriu>> (dernière consultation 27.10.2014).

⁴ Igor Cașu, *Politica națională în Moldova Sovietică (Nationality Policy in Soviet Moldavia)*, Thèse, Chișinău, 2000, p. 51 sq.

⁵ Eugenia Bojoga, « Ofensiva limbii “moldovenești” » (fr. « L'offensive de la langue “moldave” »), in *Contrafort*, Nr. 8, 2007, p. 7.

⁶ Victor Stepaniuc, *Statalitatea poporului moldovenesc* (fr. *La souveraineté du peuple moldave*), Tipografia Centrală, Chișinău, 2005, p. 7.

Nous ne sommes pas seuls sur ce chemin. C'est pourquoi il est important, pour mettre en relief notre hypothèse de recherche, de faire un examen critique des travaux centrés sur l'analyse du rapport entre la langue et l'identité nationale du peuple moldave.

*

La langue, un des noyaux intimes qui forme l'identité d'un peuple, avait été – et elle l'est sans doute encore aujourd'hui – ce à partir de quoi une multiplicité de sujets non seulement, construit le rapport à soi, mais plus encore, à travers cet acte, se soulève contre un pouvoir oppresseur. Après la chute de l'Union Soviétique, les politiciens de la Moldavie, suite à un référendum, déclarent l'indépendance de la nouvelle république moldave. Un des symboles les plus importants de cette indépendance nouvellement acquise est la « loi des langues » :

Sur proposition des citoyens, et à l'appui d'arguments scientifiques, la langue moldave, d'origine et de structure romane, passe à l'alphabet latin qui est plus adéquat pour la phonétique et pour la grammaire de cet idiome. Ce changement a pour but de supprimer les déformations qui se sont produites dans la langue moldave en raison d'un ensemble de causes objectives et subjectives, et de faire progresser le niveau culturel du peuple moldave ainsi que d'approfondir les recherches scientifiques, éthiques, culturelles et sociales concernant le développement de la langue moldave⁷.

Le texte de loi que nous venons de citer accuse, à l'appui d'une expertise scientifique fournie par un groupe d'intellectuels linguistes, les « déformations » subies par le moldave et, institue ses nouvelles conditions d'existence : l'alphabet latin. Or, cet acte historique vaut aussi, et surtout, en tant qu'émancipation d'un peuple dominé qui retrouve sa « vraie » identité dans une langue dont il a été pris « soin » d'éliminer, politiquement et scientifiquement, l'élément étranger qu'est l'alphabet cyrillique. Il est de première importance d'insister sur le fait que la loi des langues n'est pas uniquement le résultat d'une délibération entre politiciens. Elle est aussi un des effets majeurs des analyses d'ordre scientifique propre au domaine de la linguistique. Ainsi, la pratique de l'émancipation trouve son fondement dans le discours de la science. S'il avait analysé le moment historique de 1989, qui caractérise la sortie de la Moldavie de l'URSS, alors en cours de désintégration, Jean-Paul Sartre aurait sans doute dit que les linguistes moldaves ne sont pas uniquement des experts agissant dans leur étroit domaine de recherche, mais aussi des

⁷ *La constitution de la République de Moldavie*, la loi Nr. 3462, publié le 31 août 1989 (notre traduction).

intellectuels, parce qu'ils se « mêlent » à une affaire politique et sociale qui excède leurs compétences d'ordre strictement scientifique⁸.

La première partie de ce travail a pour point de départ l'analyse du discours des linguistes sur la langue moldave en tant qu'objet de connaissance scientifique. En problématisant les limites d'une telle démarche, nous nous rapporterons deuxièmement au discours des historiens qui ont insisté sur le rôle joué par l'imagination dans la construction de l'identité nationale du peuple moldave. Les analyses des linguistes et des historiens représentent deux tendances majeures, intimement articulées l'une à l'autre, dans le discours sur l'émancipation : si les intellectuels linguistes cherchent un fondement proprement scientifique de la pratique de l'émancipation, nous verrons que les historiens interrogent la fonction de l'idéologie en tant que rapport imaginaire aux conditions réelles d'existence des individus. Cependant, ces deux discours sur l'émancipation rencontrent respectivement des limites. D'un côté, les historiens dont la démarche nous intéresse ici, ne prennent pas en compte le fait, essentiel dans l'histoire soviétique de la Moldavie, que la langue en tant qu'élément indispensable dans la construction de l'identité nationale du peuple est un objet de connaissance linguistique. De l'autre côté, les linguistes, même s'ils posent explicitement la langue comme objet de connaissance, n'interrogent pas les conditions de possibilité de leur propre savoir linguistique.

Notre hypothèse est que, pour radicaliser le discours sur l'émancipation, il faut analyser les modes de connaître la langue en rapport avec ses conditions matérielles d'existence. Pour étayer cette hypothèse, il est important de faire la distinction entre deux niveaux d'analyse. Au premier niveau, il est possible de cerner la langue en tant qu'objet de connaissance linguistique ; au second, il faut thématiser la connaissance linguistique en tant qu'objet de connaissance. Selon ce second point de vue, ce n'est pas tant la langue en tant qu'objet de connaissance qui doit être analysée, mais les modes de connaissance de la langue, en tant que ces modes sont insérés dans un devenir historique. Selon cette perspective, l'élément central à saisir n'est pas le rapport qui peut être établi entre l'imagination et la langue comme objet de discours scientifique, mais l'articulation des modes de connaissance de la langue avec le fonctionnement de l'idéologie. En inscrivant notre méthode d'analyser l'histoire dans cette direction de recherche, c'est l'œuvre de Michel Foucault qui sera notre point de repère central.

Si les linguistes ont pour objet de connaissance la langue dans son rapport à une certaine appréhension du pouvoir, l'archéologie

⁸ Jean-Paul Sartre, « Plaidoyer pour les intellectuels », in *ID., Situations philosophiques*, Gallimard, coll. Tel, Paris, 1990, p. 222 sq.

foucauldienne du savoir inhérent aux discours des sciences humaines peut nous aider à avancer dans notre démarche dans la mesure où elle thématise, non pas tant des objets de connaissance, mais les modes de connaissance des objets dans leur devenir historique. Ainsi, nous effectuerons une analyse du rapport entre les règles régissant les modes de connaissance de la langue et l'idéologie en tant que rapport imaginaire aux conditions réelles d'existence des individus (chapitre 1). Autrement dit, c'est l'articulation entre l'ordre symbolique et l'ordre imaginaire qui constituera notre objet d'analyse. En faisant usage du concept foucauldien d'*épistémè*, nous décrivons plus précisément quatre modes de connaissance inhérents au discours de la linguistique à la lumière d'une analyse de quatre régimes de problématisation de la langue. Les trois premiers régimes de problématisation correspondent aux modes de fonctionnement des trois *épistémès* que Foucault décrit dans *Les mots et les choses* : la Renaissance, le classicisme et la modernité. Dans le sillage des descriptions foucauliennes du savoir linguistique, nous analyserons la spécificité d'un quatrième régime d'interrogation s'enracinant dans un champ épistémique plus large, que nous proposons de nommer l'« *épistémè* soviétique » ou « *épistémè de l'union* ». Ce sont notamment les écrits russes de Roman Jakobson sur l'union eurasiennne des langues, datant des années 1930, qui vont nous servir de fil conducteur, afin de mieux comprendre le statut de ce quatrième régime de problématisation.

Selon notre perspective, l'important est de faire voir, non pas tant la manipulation politique de la langue dans le processus de construction de l'identité nationale du peuple, mais la spécificité du lien entre les modes de déploiement de la connaissance linguistique et le fonctionnement de l'idéologie. Chaque manière de connaître la langue est intimement liée à un certain mode de subjectivation politique. C'est de ce point de vue que nous tentons de faire une analyse archéologique de l'émergence de l'identité nationale du peuple et du concept d'émancipation.

Le discours sur l'émancipation doit tenir compte de la spécificité de la frontière épistémique qui sépare le dedans du savoir sur la langue, de son dehors, mais il doit aussi être conscient de la condition de possibilité de l'institution et de la transformation des limites de ce qui peut être su. Si l'archéologie foucauldienne peut nous aider, dans un premier moment, de questionner le rapport entre l'idéologie et les *épistémès* de l'histoire, il nous faut, dans un deuxième moment, analyser le processus d'émergence des conditions mêmes de ce que peut être su (chapitre 3). De ce point de vue, l'émancipation ne trouve pas son point d'appui ultime dans le discours des sciences humaines, mais dans une région qui excède les limites mêmes du savoir qu'elles produisent. C'est dans le rapport à cette dimension excessive que se noue et se dénoue l'hétérogénéité de la manière dont fonctionne l'idéologie et les conditions de possibilité

du savoir. L'émancipation relève d'un pouvoir de nouer autrement l'imagination et le savoir. Inversement, l'assujettissement est, selon cette perspective, la fixation dans une certaine *épistémè*, où le nouage avec l'ordre imaginaire ne peut se faire que d'une seule manière.

*

Cependant, cette façon de problématiser l'émancipation demeure limitée tant qu'elle en reste à des descriptions proprement archéologiques, où il s'agit d'analyser dans leur spécificité historique, les règles foncièrement discursives définissant le fonctionnement des archives. Ni l'identité d'un peuple ni le champ social où se déploie son action ne se réduisent aux jeux de langage. Afin de faire progresser la réflexion, il convient d'interroger le discours nationaliste et les modes de déploiement de l'action émancipatrice au niveau des pratiques hétérogènes de pouvoir. Sur ce point, la généalogie foucauldienne du pouvoir apporte un ensemble d'éléments qui enrichissent la perspective marxiste, pour analyser l'émergence de l'identité nationale d'un peuple. Si pour cette dernière, la critique du discours nationaliste possède pour référence centrale la lutte des classes, située dans le champ de la politique se rapportant à la base économique, selon la généalogie foucauldienne, il s'agit de thématiser des rapports de gouvernement qui ne se réduisent pas « à la reproduction des rapports de production »⁹. Pour comprendre la spécificité avec laquelle la méthode foucauldienne thématise les relations de pouvoir et son importance dans l'analyse de l'identité nationale d'un peuple, mais aussi des pratiques d'émancipation collective, nous avançons sur deux plans conceptuels distincts qui pourtant, se complètent mutuellement.

Selon le premier niveau, il est important de décrire la chaîne des pratiques de gouvernement globales tout en analysant, d'un côté, leur mode spécifique de déploiement et, de l'autre côté, la nature du lien qu'elles entretiennent avec les conditions épistémologiques de la production du savoir (chapitre 4). Ainsi, nous mettons en évidence quatre paradigmes de pouvoir, correspondant aux quatre *épistémès* du savoir. Chaque paradigme de pouvoir suppose un certain mode de subjectivation. En rapportant l'émergence de l'identité nationale du peuple au mode de subjectivation qui correspond à l'âge moderne, nous problématisons en même temps la transformation des relations de pouvoir, tout en déplaçant le front de l'analyse vers un autre niveau de description généalogique.

Dans le deuxième mouvement de notre démarche, nous discuterons la pédagogie en tant que pratique gouvernementale sectorielle (chapitre 5). Si, selon une perspective marxiste, c'est à la lumière d'une analyse de

⁹ Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Gallimard/Seuil, Paris, 2004, p. 112 (désormais noté STP).

l'école en tant qu'appareil idéologique d'État qu'est pensé le processus de fabrication de l'identité nationale du peuple¹⁰, du point de vue de la généalogie foucauldienne c'est la pédagogie en tant qu'action des adultes sur l'action des élèves qu'il est important de thématiser. Loin de l'exclure de son horizon d'enquêtes historiques, la généalogie foucauldienne de la pédagogie élargit le champ des études marxistes dans la mesure où elle se penche, non pas tant sur une analyse du concept de lutte des classes, mais plus encore, sur un examen minutieux de la singularité des modes historiques avec laquelle l'action des pédagogues agit sur l'action des enfants.

En mettant en relief les éléments centraux des analyses foucauliennes sur les pratiques du pouvoir, nous thématisons le rapport entre deux pratiques pédagogiques hétérogènes se situant dans la conjoncture sociale de l'histoire russe des années 1920-1930. C'est plus précisément les travaux de Léon Tolstoï et de Lev Vygotski sur l'éducation des enfants qui sont l'objet focal de cette généalogie sectorielle. L'intérêt central d'une telle enquête historique consiste à redécouvrir l'héritage de la pédagogie soviétique et, à la lumière d'une analyse critique, dissocier ce qui est nécessaire de ce qui ne nous est plus indispensable lorsque nous nous rapportons à nous-mêmes en tant que sujets de l'émancipation.

En analysant deux paradigmes de pratique pédagogique, entendue comme art de conduire la conduite des enfants, ce sont en même temps deux modalités de penser l'émancipation que nous nous proposons de décrire. Ainsi, la possibilité même de l'émancipation est déterminée et circonscrite par les limites du champ de déploiement de la pratique pédagogique. Cette observation renvoie une fois de plus notre attention aux analyses d'ordre strictement archéologique. À l'intérieur de chaque *épistémè*, certains modes de penser l'identité du sujet sont conceptualisables. C'est pourquoi le problème de l'émancipation ne doit pas être posé uniquement dans les limites d'une *épistémè* donnée, mais plus radicalement encore, dans une région où l'institution des limites épistémiques est possible. De manière similaire, il ne suffit pas d'interroger les modes de déploiement de l'action des pédagogues sur l'action des enfants, car l'important est, en même temps, de comprendre les conditions de possibilité de la transformation des limites qui définissent les champs où la pratique pédagogique est inscrite. En suivant cette perspective, la démarche foucauldienne nous aide à avancer sur un double niveau d'analyse. D'un côté, elle problématise le statut des blocages de l'action des individus en tant que point d'émergence de

¹⁰ Cf. Étienne Balibar, « La forme nation : histoire et idéologie », in Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe*, La Découverte & Syros, Paris, 1997, pp. 133, 137-140 et Ernest Gellner, « The Coming of Nationalism and Its Interpretation : the Myths of Nation and Class », in Gopal Balakrishnan (ed.), *Mapping the Nation*, Verso, London-New York, 2012, pp. 109-112.

nouveaux concepts et de déplacement des limites définissant le mode par lequel quelques-uns agissent sur l'action de tous les autres. D'un autre côté, elle thématise la modalité suivant laquelle le sujet entre en contact avec soi-même pour se transformer et, ce faisant, modifie la manière dont il agit sur les autres. Si, selon la première perspective, l'important est de pouvoir décrire le statut des blocages de l'action sur l'action des autres comme tout autant d'éléments générateurs des nouveaux concepts, selon la seconde perspective c'est l'action sur soi et les modalités de son effectuation qui rendent possible la transformation d'une pratique gouvernementale. De ce second point de vue, la méthode foucauldienne d'analyse de l'histoire dans *L'herméneutique du sujet* occupe un rôle important dans le cadre de notre démarche, car elle nous aide à rendre visible un ensemble de pratiques de soi qui se situent dans un rapport de relative extériorité à la fois, par rapport à la pratique pédagogique et, par rapport aux pratiques gouvernementales (chapitre 6).

Ainsi, ce n'est plus la pratique pédagogique qui relève d'un mouvement réel d'émancipation, car il faut faire voir ce qu'elle domine à son insu, à savoir les pratiques de soi. De fait, un des éléments centraux de *L'herméneutique du sujet* consiste à analyser le rapport que nous entretenons non pas tant à soi, mais aux pratiques de devenir soi. Ce sont les processus de devenir sujet qui sont recouverts par d'autres pratiques hétérogènes situées dans les champs d'action sociale, politique ou encore dans le domaine d'études strictement scientifiques. Or, l'analyse de l'effacement des processus de subjectivation n'implique pas le retour à un « âge d'or » de l'histoire, à un « espace matriciel » pensé à la fois en tant que fondement nécessaire et condition universelle de toute action individuelle ou collective. Il s'agit plutôt de thématiser la possibilité d'un geste d'ouverture vers une région des pratiques de subjectivation oubliées, qui ont le potentiel de dépassement des problèmes que pose le présent et, dont les coordonnées sont historiquement variables. Dans cette région de subjectivation se trouve un des repères majeurs de ce que Foucault avait appelé « l'ontologie critique de nous-mêmes »¹¹. L'enjeu central de notre dernier chapitre est de cerner, à la lumière d'une analyse critique des pratiques de soi, ce qui est nécessaire de ce qui ne nous n'est plus utile dans la pédagogie vygotkienne tout en l'ouvrant vers une dimension où de nouvelles subjectivités peuvent prendre leur essor.

Si l'on considère l'ensemble de ce parcours archéo-généalogique, on pourrait dire que notre démarche consiste à faire voir, sur des niveaux hétérogènes, une multiplicité de points d'ouverture rendant possible l'émergence de nouveaux processus de subjectivation. Le discours sur

¹¹ Michel Foucault, *Dits et écrits II*, Gallimard, coll. Quarto, Paris, 2001, p. 1387 (désormais noté DE II).

l'émancipation, dont l'analyse est structurante dans ce travail, consiste à montrer ces lieux d'émergence inhérents à une conjoncture sociale spécifique. Et s'il faut les rendre visible, ce n'est sans doute pas pour les combler aussitôt avec des pratiques spécifiques, mais pour les laisser ouverts et sans cesse redécouvrir les interstices qui les creusent. C'est pourquoi notre tentative d'articuler l'archéologie du savoir et la généalogie du pouvoir n'est pas définitive. Il faut plutôt la concevoir comme un lieu d'ouverture vers de nouvelles problématisations de l'émancipation individuelle ou collective, à partir de l'analyse des pratiques de pouvoir.